

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Les réactions de la presse aux questions de défense

■ Avec le dépôt du Livre blanc sur la défense intitulé «*Défis et engagements*», que le gouvernement a présenté à la Chambre des communes le 5 juin 1987, et après la publication, au début du mois d'août, du document «Souveraineté canadienne, sécurité et défense», dans lequel le Nouveau Parti démocratique répondait au Livre blanc, les médias ont eu fort à faire cet été pour couvrir les questions d'actualité relatives à la défense. Voici un aperçu des commentaires parus dans la presse en réaction aux changements survenus dans ce domaine de la politique gouvernementale.

C'est la question des sous-marins qui a le plus retenu l'attention des médias. Dans un article paru le 10 juin dans *La Presse* de Montréal, Guy Cormier se posait la question de savoir dans quelle mesure les libertés du Canada étaient réellement menacées dans l'Arctique, et il poursuivait en disant que le Canada devrait faire pression sur les super-puissances pour les inciter «à rechercher en commun les moyens de garantir à ces eaux une vocation vraiment pacifique». La réaction du *Toronto Star* a été positive, puisque le document y a été qualifié de «sérieux, mais prudent» (édition du 6 juin); le journal a toutefois reproché au gouvernement d'avoir donné trop peu de précisions sur les dépenses.

La *Montreal Gazette* (11 juin) et l'*Ottawa Citizen* (6 juin) ont tous deux fait au Livre blanc un accueil dans une large mesure favorable. Toutefois, le quotidien d'Ottawa s'est montré légèrement plus critique, reprochant au gouvernement de n'avoir pas accordé suffisamment d'attention à la limitation des armements et l'invitant à veiller soigneusement à ce que ses programmes militaires soient conformes à ses positions en la matière. L'auteur de l'éditorial paru dans le *Globe and Mail* du 6 juin à la suite de la publication du Livre blanc s'est inquiété du déséquilibre que risquait de créer dans la marine l'acquisition de sous-

marins à propulsion nucléaire. En revanche, l'édition du 6 juin du *Halifax Chronicle-Herald* a fait l'éloge de la nouvelle politique. Seul point négatif soulevé dans l'éditorial, le fait que le Livre blanc ait passé sous silence «le dévouement des membres des Forces armées, qui, pendant les années de disette, avaient fait pour le pays tant de sacrifices, avaient travaillé, planifié et s'étaient entraînés, dans l'espoir déçu qu'un jour un gouvernement prendrait conscience de la réalité».

La plupart des journaux ont approuvé la décision du gouvernement de ne plus déployer le Groupe-brigade CTAM dans le nord de la Norvège, pour consolider plutôt ses forces affectées à l'OTAN, en République fédérale d'Allemagne. Quelques exceptions cependant, notamment celle du *Devoir*, dont un éditorial signé intitulé «Mission impossible?», posait la question de savoir comment le Canada allait bien pouvoir défendre le Nord de son territoire alors qu'il avait déjà du mal à défendre la Norvège. Aux yeux du reporter, le Livre blanc était «un long aveu de la faiblesse du pays et de son incapacité à défendre ses frontières». Autre exception à signaler, celle du *Winnipeg Free Press*, pour qui la décision du Canada de ne plus déployer le groupe CTAM en Norvège équivalait à abandonner l'OTAN. L'auteur de l'éditorial du 9 juin poursuivait en disant : «Rien ne porte à croire que le Canada ait l'intention de s'interroger pour savoir s'il a davantage les moyens d'envoyer des troupes en Allemagne» qu'en Norvège.

Si la plupart des commentateurs se sont entendus pour dire que M. Perrin Beatty, ministre de la Défense nationale, s'était bien défendu sur le plan politique, M. Jonathan Manthorpe, de l'agence *Southam News*, a indiqué dans l'édition du 6 juin de l'*Ottawa Citizen* que la rédaction du Livre blanc avait représenté pour le Ministre une importante victoire politique et bureaucratique remportée sur M. Joe Clark, ministre des Affaires étrangères. Dans l'édition du 9 juin de l'*Ottawa Citizen*, la journaliste Marjorie Nichols faisait observer que les prévisions de dépenses avancées par la Défense nationale se situeraient en-deçà des niveaux établis sous le régime Trudeau, si l'on considère le «pourcentage des dépenses budgé-

taires, la part du produit national brut ou les augmentations annuelles après inflation». Enfin, M. Jocelyn Coulon a laissé entendre dans *Le Devoir* du 10 juin que le désengagement en Norvège laissait présager un éventuel retrait total des Forces canadiennes d'Europe. Les Européens allaient devoir comprendre que le Canada pourrait bien être forcé, d'ici quelques années, de rompre tous ses engagements pris à l'égard du Front central, à cause de l'augmentation des coûts de la défense nationale.

L'attention suscitée dans les médias par la déclaration du NPD sur la politique de défense témoigne de la hausse de popularité du parti (si l'on en croit les résultats des sondages et ceux des élections partielles). Toutefois, si l'on en juge d'après le ton général de la réponse des médias face à la déclaration, il semble que la prédiction avancée par l'historien Desmond Morton dans un commentaire paru dans l'édition du 20 juillet du *Toronto Star* («Attendez voir que les médias s'en prennent au NPD») ait été confirmée par les événements.

Les réactions de la presse à cette déclaration ont été variées, certains journaux ayant brandi des accusations de «défaitisme» (*Regina Leader-Post*, 4 août), d'autres ayant parlé de «neutralité» (*Toronto Star*, 2 août), de «naïveté» (*Le Devoir*, 4 août) et de «canado-centrisme dans le meilleur des cas, d'inconscience et d'isolationnisme dans le pire des cas» (*Globe and Mail*, 3 août). Un certain nombre de commentateurs ont tout de même souligné le fait que M. Derek Blackburn, critique néo-démocrate pour la Défense et auteur du document, semblait déterminé à tout faire pour assurer l'état de préparation militaire du Canada. D'autres ont évoqué le problème des frictions possibles entre M. Blackburn et l'aile pro-désarmement de son parti.

Le Canada «expert-conseil» pour le maintien de la paix en Amérique centrale

■ Après l'annonce le 7 août dernier d'un plan de paix signé par le Guatemala, le Nicaragua, le Salvador, le Costa Rica et le Honduras, le ministre des Affaires étrangères, M. Joe Clark, a chargé deux de ses représentants de rendre visite aux ministres des Affaires étrangères de ces cinq pays pour leur confirmer que le Canada appuyait ce plan et pour

leur répéter que notre pays restait à leur disposition pour leur fournir des conseils techniques sur les mécanismes de maintien de la paix, en matière notamment de vérification et de contrôle.

Il est probable que le Canada fournirait ses conseils par l'intermédiaire de la commission internationale de vérification, créée lors d'une réunion tenue à Caracas les 22 et 23 août derniers; les ministres des Affaires étrangères ont assisté à cette réunion de treize États (les cinq pays d'Amérique centrale, les pays membres du groupe de Contadora, soit le Mexique, le Venezuela, la Colombie et Panama, et ceux appartenant au groupe de Lima, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay) et des représentants des Nations-Unies et de l'Organisation des États américains.

Visite en Afrique du Sud

■ À la mi-août, le ministre des Affaires étrangères, M. Joe Clark, a effectué un voyage de cinq jours en Afrique, plus précisément en Côte d'Ivoire, en Zambie, au Mozambique et en Afrique du Sud, en prévision des deux prochains sommets canadiens, l'un à Québec, qui a réuni les pays francophones en septembre, et l'autre auquel participeront les chefs d'État du Commonwealth à Vancouver en octobre prochain. L'*Apartheid* devrait dans les deux cas figurer parmi les principaux thèmes de discussion à l'ordre du jour. M. Clark s'est réuni avec les dirigeants de tous les pays où il s'est rendu, sauf dans le cas de l'Afrique du Sud, où il s'est entretenu avec son homologue, le ministre des Affaires étrangères, M. Roelof (Pik) Botha. Il s'est également entretenu avec des représentants de l'*African National Congress* (ANC), dans ses quartiers généraux en exil, à Lusaka (Zambie), et avec des dirigeants de la principale organisation légale de lutte contre l'*apartheid* en Afrique du Sud, soit le *United Democratic Front*.

Peu après le voyage de M. Clark, M. Oliver Tambo, président de l'ANC est arrivé le 26 août dernier au Canada, pour entreprendre une visite au cours de laquelle il s'est entretenu avec M. Clark, le premier ministre Brian Mulroney et d'autres chefs politiques. □

- GREGORY WIRICK